la cause du peuple

nouvelle édition



N°13 mars 2012

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Quel que soit le résultat des élections

préparons la révolution !

l'éditorial

Nous sommes à un peu plus d'un mois du premier tour des présidentielles. Les candidats les plus en vue parlent de rigueur, mais aucun ne remet en cause le système d'exploitation.

Cette élection se déroule dans le cadre d'une crise du système capitaliste sans précédent, la planète entière est dans la tourmente. En Europe, la Grèce est au bord de la faillite et l'éventualité d'une guerre civile n'est pas écartée.

Dans les pays arabes, un an après les formidables révoltes qui ont soulevé la chape de plomb de la dictature des «chiens de garde», l'impérialisme et les classes dirigeantes de ces pays ont repris les rênes du pouvoir.

Au Maroc, le roi a botté en touche, en proposant des réformettes, une «nouvelle» constitution préservant l'essentiel de ses privilèges. Les élections ont porté au pouvoir des forces laïques et islamistes modérées, afin d'assurer la continuité du pouvoir du Makhzen et endiguer le mouvement populaire.

En Egypte, après la chute de Moubarak, les militaires qui détiennent plus d'un tiers de l'économie du pays combattent le mouvement populaire après l'avoir soutenu. Les islamistes tentent de s'imposer face aux militaires pour contrôler le mouvement populaire qui s'organise dans des structures ouvrières et populaires indépendantes des militaires et des frères musulmans, sur la base de leurs revendications.

En Tunisie, les islamistes modérés sont parvenus au pouvoir. Pour autant les conditions de vie de la classe ouvrière et des masses populaires se dégradent.

En Syrie, le régime fasciste du parti Baas est remis en question, la dissidence gagne l'armée et les forces de Bachir el-Assad bombardent la ville, massacrent les populations désarmées dans tout le pays.

Le régime iranien est au cœur du conflit et est menacé par les sionistes soutenus par l'impérialisme américain dirigé par Obama.

Au Liban, la menace d'une guerre civile entre pro-syriens et leurs adversaires se profile dans un contexte de déstabilisation de toute la région, avec les risques d'interventions étrangères et un embrasement généralisé.

La Russie et la Chine sont pour le statu quo ou un arrangement sur le dos du peuple syrien et des autres peuples de la région pour préserver leurs marchés face aux autres puissances impérialistes : livraison d'armes russes à la Syrie, visées sur le pétrole iranien, géostratégie de la Chine, etc.

En Amérique du Sud, les populistes -Correa en Equateur, Umalla au Pérou, Morales en Bolivie- répriment le peuple.

La convergence de vue et d'action entre puissances impérialistes pour s'approprier les matières premières minérales et végétales est relative. En revanche, l'objectif que chacun se fixe d'élargir sa zone d'influence est absolue et crée une situation ou des blocs risquent de se reformer avec un objectif identique et concurentiel : la domination économique, politique et militaire de la planète, un nouveau repartage du monde.

Le dernier exemple est la fourniture d'avions Rafales à l'Inde. C'est une opération financière juteuse pour l'impérialisme français (que Mélenchon le «contestataire» a salué), qui correspond à un plan impérialiste stratégique, contre la menace islamiste au Pakistan après la débâcle que subissent les impérialistes en Afghanistan.

La lutte du prolétariat et des peuples se développe dans le monde

Malgré les apparences, malgré les moyens énormes que déploie le capitalisme pour se maintenir, malgré les massacres sans nom, malgré la répression directe ou insidieuse, malgré l'alliance objective des forces réformistes et des réactionnaires, malgré la montée des mouvements populistes, intégristes, fascistes, malgré les prédications des millénaristes, au milieu du chaos va surgir un monde nouveau.

La révolte gronde dans tous les pays sans exception et s'exprime de diverses façons :

Les pacifistes contestent tel ou tel aspect du système : antinucléaire, écologie, luttes démocratiques, antifascistes.

Les indignés dénoncent le système globalement mais ne posent pas la question du pouvoir et privilégient la lutte pacifique alors que le capitalisme utilise des moyens plus ou moins violents suivant les pays, pour juguler la montée de la contestation et se préserver.

La classe ouvrière et les différentes couches populaires sont freinées dans leur élan, comme lors de la mobilisation pour les retraites par la politique de conciliation des centrales syndicales et des partis réformistes.

Les révoltes des pays arabes, dans une première phase relativement pacifique, se radicalisent peu à peu devant la répression policière et militaire, les provocations violentes et meurtrières de la réaction et l'impasse que représente le système parlementaire.

Les peuples font l'expérience du populisme et se réorganisent en conséquence en Amérique du Sud.

Ils contestent de plus en plus la dictature des «chiens de garde» et de leurs maîtres impérialistes en Afrique.

Ils se dressent contre le social-fascisme

sommaire

Lutte de classe

★Quel que soit le résultat des élections *(p.3)*

★Florange : ne cédons rien ! *(p.5)*

Logement

★Manifestation contre les expulsions et la restructuration urbaine *(p.6)*

★Expulsion rue des Pyrénées *(p.6)*

Mémoire

★Compte-rendu de l'hommage à Pierre Overney *(p.7)*

Anti-colonial

★La Réunion : appel à la mobilisation *(p.11)*

International

★Le double objectif de l'impérialisme français en Inde *(p.12)*

Culture

★Exhibition : l'invention du sauvage *(p.14)*

★Les nouveaux chiens de garde *(p.14)*

★Le peuple de Paris au XIXème siècle *(p.14)*

en Chine, pays où il y a eu plus de 50 000 grèves l'année dernière, contre Poutine en Russie, contre les juntes militaires en Birmanie, etc.

Pour finir, en Inde et aux Philippines, ils s'engagent dans la guerre populaire dirigée par les maoïstes qui ont pour stratégie la destruction de l'appareil réactionnaire de la bourgeoisie expansionniste et l'instauration d'une démocratie nouvelle au service du peuple.

Quel que soit le résultat des élections, préparon la révolution !

Construisons l'unité ouvrière sur les lieux de travail contre le patronat et les conciliateurs !

Construisons l'unité populaire dans nos quartiers !

Organisons-nous dans le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire (FRAP) pour nous défendre contre la réaction et le fascisme et passer à l'offensive !

Quel que soit le résultat des élections, préparons la revolution !

Les programmes électoraux de tous les partis ont ceci de commun : aucun ne remet en cause le système, mais tous proposent de le réformer.

Aperçu des différentes forces

Le programme du PS se place dans l'optique de distribuer quelques miettes aux travailleurs en colère qui n'en peuvent plus des sacrifices imposés pour soi-disant juguler la crise.

Comment juguler la crise du capitalisme agonisant sans en finir avec le système et construire une société dans laquelle les travailleurs développeront une économie, une production pour satisfaire les besoins de tous (santé, éducation, enseignement, culture, protection de l'environnement, etc.) ?

Les opposants au sein du PS ont fait allégeance de façon «démocratique» au candidat qui a remporté les suffrages car chacun voulait une place, qui dans le gouvernement, au parlement ou dans différentes instances. Leurs «convictions» sont enterrées.

Le programme du Front de gauche, en apparence, va plus loin. Les mesures paraissent plus radicales mais la révolution «citoyenne» n'a pas pour objectif de renverser le système. C'est un programme de réformes dans le cadre du capitalisme, même si ce programme se dit anticapitaliste. De plus, dans le cadre d'une élection présidentielle, le Front de gauche n'aura d'autre choix que d'appeler à voter pour le candidat du PS, si celui-ci est présent au second tour.

Ce Front électoral regroupe les déçus du Parti Socialiste et les restes du vieux PC, affaibli tant organisationnellement qu'idéologiquement par sa ligne suicidaire de rejet de tous les principes marxistes qui avaient permis d'édifier le socialisme en URSS et en Chine et de constituer un camp socialiste qui nous fait défaut aujourd'hui (avant la restauration du capitalisme à la fin des années 50 en URSS et à la fin des années 70 en Chine).

D'autres forces sont dans le front de gauche, comme les gestionnaires de la FASE, des anti-libéraux issus de la LCR et du NPA ou encore le PCOF, parti qui prétend être le parti du prolétariat, qui a jeté aux orties son programme de fondation de 1979.

Les écologistes prétendent que l'on peut imposer le respect de l'environnement par la seule raison, comme le pensait déjà à son époque Jean-Jacques Rousseau. Eux aussi reviennent en arrière, font leur le Contrat Social, dépassé par l'histoire. En réalité, l'écologie est incompatible avec le capitalisme qui recherche immédiatement le maximum de profit sans s'occuper du reste. En définitive, ils ont passé des accords électoraux pour obtenir des places au parlement. Ils s'inscrivent dans le camp réformiste et n'aurons d'autre recours que de s'aligner sur le PS.

Les trotskistes LO et NPA -qui se présentent- et le POI -qui ne se présente pas- ont un discours «révolutionnaire» mais n'ont pas de stratégie pour la prise du pouvoir et finissent par suivre le courant. Ils entretiennent l'illusion parlementaire et, en définitive, n'ont plus qu'à s'aligner sur le candidat le mieux placé «pour battre la droite», se plaçant à la traîne du PS. Cet électoralisme de principe ne permet pas l'émergence d'une force révolutionnaire autonome.

A droite, l'UMP veut poursuivre le programme de «réformes» mis en route par Sarkozy, le président désigné par le capital financier pour imposer la restructuration du système que subissent la classe ouvrière, le prolétariat, les masses populaires et une large proportion des classes moyennes. Ce plan de restructuration s'inscrit dans la restructuration du capitalisme agonisant pour le prolonger le plus longtemps possible. Une partie des autres candidats de la droite ont retiré leur candidature dès l'annonce de la candidature de Nicolas Sarkozy. Si les autres ne le font pas au premier tour, ils appelleront à voter pour lui au second.

Une partie de la classe dirigeante qui se rend compte du danger de révolte sociale mais qui est contre le réformisme de gauche, cherche une solution intermédiaire au centre de l'échiquier politique : c'est le MODEM. Son programme de réformes n'est qu'un vaste écran de fumée qui n'offre pas plus de solutions que les programmes de droite ou de gauche.

Pour finir, la partie la plus réactionnaire de l'éventail électoral est le Front National, qui utilise des arguments visant à diviser la classe ouvrière et les masses populaires tels que le repli nationaliste, l'exclusion des immigrés désignés comme boucs émissaires et un programme protectionniste complètement opposé à la politique du capital financier dont ils sont en réalité les représentants les plus radicaux. Par la division et la désignation d'un bouc émissaire tout en maintenant une illusion anticapitaliste, le FN espère récupérer la révolte qui gronde au sein de la classe ouvrière et des masses populaires et la détourner de son chemin historique : la construction pas à pas d'un système sans oppression ni exploitation. La seule solution du FN est le retour en arrière en préservant le cœur du système capitaliste : la propriété privée des moyens de production pour la recherche du taux de profit maximum.

Les autres forces de droite sont marginales et plus ou moins réactionnaires.

Quelle position pour les révolutionnaires face aux élections ?

L'histoire nous enseigne qu'en période de crise, la dictature la plus brutale est nécessaire à la bourgeoisie pour sauvegarder ses intérêts.

Dans les conditions d'aujourd'hui où les partis de gauche sont tous réformistes, la bourgeoisie n'a pas encore besoin des formes les plus brutales de domination. Elle n'a plus en face d'elle l'URSS d'avant-guerre qui était une menace pour elle, tout comme l'était l'espoir des travailleurs du monde entier dirigés à l'époque par de puissants partis communistes qui avaient comme objectif stratégique la révolution.

La classe dirigeante est engagée dans un processus de construction d'un système fascisant, un Etat policier qui réduit peu à peu tous les droits et libertés du mouvement ouvrier et populaire acquis au prix du sang. Ce processus, facilité par la collaboration de classe des principaux dirigeants des grandes centrales syndicales et des partis dit «de gauche», est le fascisme moderne.

Les différents partis sont pour la conservation du système et reprennent les rengaines contre les chômeurs qu'il faut, faute d'emplois, mettre en formation pour qu'ils touchent une aide, les mettre au travail en créant des contrats à mi-temps, des emplois jeunes, des retraites anticipées ou prolongées, bref tout un arsenal pour ne pas s'attaquer au cœur du problème, au capital, et qui permet en plus d'exonérer les patrons de charges, ce qui oblitère toute possibilité de réduire la dette souveraine, pire l'augmente.

Les manœuvres électorales permettent à la bourgeoisie de gagner du temps, de calmer la colère qui gronde, de contenir le danger d'une explosion sociale.

Le système craque de partout. La révolte en Grèce peut gagner l'Italie et les autres pays d'Europe. Elle peut avoir un effet «domino» et faire exploser le système, la révolte gagnant de proche en proche tous les pays. Même si nous n'en sommes pas encore là, tous les partis montent au créneau pour freiner, juguler la révolte, la dévier vers ce qui est acceptable pour la bourgeoisie.

Pour accumuler plus de profits, la bourgeoisie a, de fait, déclaré la guerre au prolétariat. Elle tente ainsi de l'anéantir par la ruse et la fourberie, de raccommoder comme elle peut le système qui s'en va en guenilles. Mais plus ils rapiècent, plus la guenille a de risques de partir en lambeaux.

Il faut jeter aux ordures cette guenille, ce système. Mais il ne va tomber tout seul. Il faut s'organiser, reconstituer nos instruments de classe, le parti, reconstruire le syndicat de classe et l'organisation capable de les faire tomber de leur piédestal.

Quels que soient les résultats des élections, le capital financier, capital qui domine toute la sphère de la production à l'époque impérialiste, ne cédera pas le pouvoir de son plein gré. Le prolétariat devra le conquérir de haute main, par une guerre populaire, une guerre de classe prolongée. Il n'y a pas d'autre issue à la crise générale du système capitaliste pourrissant.

Toi qui est resté communiste dans ton cœur malgré toutes les liquidations, toi qui espère un monde meilleur où les travailleurs seront maîtres de leur destin :

★ Forme avec tes camarades dans chaque usine, dans chaque entreprise, des comités de lutte regroupant syndiqués et non syndiqués dans l'unité combattive dont notre classe a besoin !

★ Forme des comités populaires dans ton quartier, discutes-en avec tes camarades, tes amis !

Ce n'est pas une place que te propose le Parti Communiste maoïste de France, c'est un poste de combat avec tes frères et sœurs de classe !

Prends contact avec nous, rejoins le PCmF !

Toi qui es révolutionnaire, progressiste, anticapitaliste et antifasciste, prends contact avec nous !

Rejoins le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire !

Partout, construisons le Parti, le Front et la Force pour en finir avec le système !

POUR ALLER PLUS LOIN

Ce texte sera diffusé sous la forme d'un tract et sera accompagné d'une affiche.

Vous pourrez retrouver très prochainement tout le matériel sur lacausedupeuple.blogspot.com et drapeaurouge.over-blog.com ou en écrivant directement à lacausedupeuple@gmail.com ou drapeaurouge@yahoo.fr


Quel que soit le résultat des élections, préparons la révolution !

Aperçu des différentes forces

Le programme du PS se place dans l'optique de distribuer quelques miettes aux travailleurs en colère qui n'en peuvent plus des sacrifices imposés pour soi-disant juguler la crise.

Comment juguler la crise du capitalisme agonisant sans en finir avec le système et construire une société dans laquelle les travailleurs développeront une économie, une production pour satisfaire les besoins de tous (santé, éducation, enseignement, culture, protection de l'environnement, etc.) ?

Les opposants au sein du PS ont fait allégeance de façon «démocratique» au candidat qui a remporté les suffrages car chacun voulait une place, qui dans le gouvernement, au parlement ou dans différentes instances. Leurs «convictions» sont enterrées.

Le programme du Front de gauche, en apparence, va plus loin. Les mesures paraissent plus radicales mais la révolution «citoyenne» n'a pas pour objectif de renverser le système. C'est un programme de réformes dans le cadre du capitalisme, même si ce programme se dit anticapitaliste. De plus, dans le cadre d'une élection présidentielle, le Front de gauche n'aura d'autre choix que d'appeler à voter pour le candidat du PS, si celui-ci est présent au second tour.

Les programmes électoraux de tous les partis ont ceci de commun : aucun ne remet en cause le système, mais tous proposent de le réformer.

Ce Front électoral regroupe les déçus du Parti Socialiste et les restes du vieux PC, affaibli tant organisationnellement qu'idéologiquement au candidat qui a remporté les suffrages car chacun voulait une place, qui dans le gouvernement, au parlement ou dans différentes instances. Leurs «convictions» sont enterrées.

Les écologistes prétendent que l'on peut imposer le respect de l'environnement par la seule raison, comme le pensait déjà à son époque Jean-Jacques Rousseau. Eux aussi reviennent en arrière, font leur le Contrat Social, dépassé par l'histoire. En réalité, l'écologie est incompatible avec le capitalisme qui recherche immédiatement le maximum de profit sans s'occuper du reste. En définitive, ils ont passé des accords électoraux pour obtenir des places au parlement. Ils s'inscrivent dans le camp réformiste et n'auront d'autre recours que de s'aligner sur le PS.

A droite, l'UMP veut poursuivre le programme de «réformes» mis en route par Sarkozy, le président désigné par le capital financier pour imposer la restructuration du système que subissent la classe ouvrière, le prolétariat, les masses populaires et une large proportion des classes moyennes. Ce plan de restructuration s'inscrit dans la restructuration du capitalisme agonisant pour le prolonger le plus longtemps possible. Une partie des autres candidats de la droite ont retiré leur candidature dès l'annonce de la candidature de Nicolas Sarkozy. Si les autres ne le font pas au premier tour, ils appelleront à voter pour lui au second.

Une partie de la classe dirigeante qui ne tient compte du danger de révolte sociale mais qui est contre le réformisme de gauche, cherche une solution intermédiaire au centre de l'échiquier politique : c'est le MODEM. Son programme de réformes n'est qu'un vaste écran de fumée qui n'offre pas plus de solutions que les programmes de droite ou de gauche.

Pour finir, la partie la plus réactionnaire de l'éventail électoral est le Front National, qui utilise des arguments visant à diviser la classe ouvrière et les masses populaires tels que le repli nationaliste, l'exclusion des immigrés désignés comme boucs émissaires et un programme protectionniste complètement opposé à la politique du capital financier dont ils sont en réalité les représentants les plus radicaux. Par la division et la désignation d'un bouc émissaire tout en maintenant une illusion anticapitaliste, le FN espère récupérer la révolte qui gronde au sein de la classe ouvrière et des masses populaires et la détourner de son chemin historique. La construction pas à pas d'un système sans oppression ni exploitation. La seule solution du FN est le retour en arrière en préservant le cœur du système capitaliste : la propriété privée des moyens de production pour la recherche du taux de profit maximum.

Les autres forces de droite sont marginales et plus ou moins réactionnaires.


Quelle position pour les révolutionnaires face aux élections ?

L'histoire nous enseigne qu'en période de crise, la dictature la plus brutale est nécessaire à la bourgeoisie pour sauvegarder ses intérêts.

Dans les conditions d'aujourd'hui où les partis de gauche sont tous réformistes, la bourgeoisie n'a pas encore besoin des formes les plus brutales de domination. Elle n'a plus en face d'elle l'URSS d'avant-guerre qui était une menace pour elle, tout comme l'était l'espoir des travailleurs du monde entier dirigés à l'époque par de puissants partis communistes qui avaient comme objectif stratégique la révolution.

La classe dirigeante est engagée dans un processus de construction d'un système fascisant, un Etat policier qui réduit peu à peu tous les droits et libertés du mouvement ouvrier et populaire acquis au prix du sang. Ce processus, facilité par la collaboration de classe des principaux dirigeants des grandes centrales syndicales et des partis dit «de gauche», est le fascisme moderne.

Les différents partis sont pour la conservation du système et reprennent les rengaines contre les chômeurs qu'il faut, faute d'emplois, mettre en formation pour qu'ils touchent une aide, les mettre au travail en créant des contrats à mi-temps, des emplois jeunes, des retraites anticipées ou prolongées, bref tout un arsenal pour ne pas s'attaquer au cœur du problème, au capital, et qui permet en plus d'exonérer les patrons de charges, ce qui oblitère toute possibilité de réduire la dette souveraine, pire l'augmente.

Les manœuvres électorales permettent à la bourgeoisie de gagner du temps, de calmer la colère qui gronde, de contenir le danger d'une explosion sociale.

Le système craque de partout. La révolte en Grèce peut gagner l'Italie et les autres pays d'Europe. Elle peut avoir un effet «domino» et faire exploser le système, la révolte gagnant de proche en proche tous les pays. Même si nous n'en sommes pas encore là, tous les partis montent au créneau pour freiner, juguler la révolte, la dévier vers ce qui est acceptable pour la bourgeoisie.

Pour accumuler plus de profits, la bourgeoisie a, de fait, déclaré la guerre au prolétariat. Elle tente ainsi de l'anéantir par la ruse et la fourberie, de raccommoder comme elle peut le système qui s'en va en guenilles. Mais plus ils rapiècent, plus la guenille a de risques de partir en lambeaux.

Il faut jeter aux ordures cette guenille, ce système. Mais il ne va tomber tout seul. Il faut s'organiser, reconstituer nos instruments de classe, le parti, reconstruire le syndicat de classe et l'organisation capable de les faire tomber de leur piédestal.

Quels que soient les résultats des élections, le capital financier, capital qui domine toute la sphère de la production à l'époque impérialiste, ne cédera pas le pouvoir de son plein gré. Le prolétariat devra le conquérir de haute main, par une guerre populaire, une guerre de classe prolongée. Il n'y a pas d'autre issue à la crise générale du système capitaliste pourrissant.

Toi qui est resté communiste dans ton cœur malgré toutes les liquidations, toi qui espère un monde meilleur où les travailleurs seront maîtres de leur destin :

• Forme avec tes camarades dans chaque usine, dans chaque entreprise, des comités de lutte regroupant syndiqués et non syndiqués dans l'unité combattive dont notre classe a besoin !

• Forme des comités populaires dans ton quartier, discutes-en avec tes camarades, tes amis !

Ce n'est pas une place que te propose le Parti Communiste maoïste de France, c'est un poste de combat avec tes frères et sœurs de classe !

Prends contact avec nous, rejoins le PCmF !

Toi qui es révolutionnaire, progressiste, anticapitaliste, antifasciste, prends contact avec nous !

Rejoins le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire !

Partout, construisons le Parti, le Front et la Force pour en finir avec le système !

PC maoïste de France

FRAP

Florange : ne cédons rien !

La sidérurgie forme la base de l'industrie lourde, c'est là qu'est produit l'acier qui concoure à la fabrication des machines-outils, elles mêmes à la base de toute la production allant de l'automobile à l'industrie légère en passant par l'informatique. La sidérurgie nécessite des matières premières : fer, aluminium, soufre, charbon, pétrole et autres sources d'énergie électrique.

La liquidation de la sidérurgie rentre dans le processus de désindustrialisation des pays impérialistes par les multinationales dont la logique est de maintenir le taux de profit maximum en recherchant de la main d'œuvre au plus bas coût, tant pour les salaires que pour les charges sociales, des terrains peu chers, voire gratuits, et des exonérations d'impôts.

En Moselle, la sidérurgie (Gandrange, Sérémange, Florange) est en passe d'être liquidée. Partout ce sont des restructurations : dans l'agroalimentaire (usines laitières de Bénestroff, brasseries de Sarrebourg), dans la chimie (Carling, Saint-Avold), dans l'industrie du meuble (Sarreguemines), dans la verrerie et la cristallerie, dans la céramique (Abreschviller, Dabo, Sarreguemines), dans l'industrie du sel de la vallée de la Seille, enfin dans la construction automobile et mécanique (Forbach, Metz, Saint-Avold). Face à la crise des activités traditionnelles (extraction de la houille et du minerai de fer, sidérurgie, textile) de nombreux Mosellans sont contraints de travailler en Allemagne où là aussi les emplois deviennent moins nombreux.

La multinationale Mittal, multimillionnaire indien qui exploite sans vergogne le prolétariat de son pays, a racheté avec l'appui de l'Etat français grâce à l'argent des contribuables l'usine de Florange. L'objectif de Mittal c'était de la liquider pour éliminer un concurrent. L'Etat bourgeois français, les monopoles, liquident l'industrie. Les gouvernements vendent le patrimoine, entretiennent la spéculation immobilière et financière.

Les victimes sont les travailleurs, pendant que la racaille capitaliste déplace l'appareil de production : il ne reste plus que 9 raffineries sur 20 en France. Les monopoles, le capital financier ont liquidé 6 millions de paysans depuis 1950. Ils expatrient leurs capitaux vers les paradis fiscaux qu'ils ont créés comme refuges.

Ceux qui nous gouvernent, de droite comme de gauche, veulent brutalement ou en douceur réformer le capitalisme. Les «souverainistes» se replient sur l'indépendance nationale, un slogan démagogique, inapplicable dans le système impérialiste où le capital financier domine tout.

Les conciliateurs ne veulent pas appeler les travailleurs à bloquer le système et contraindre les multinationales, les patrons à négocier. Ils «désespèrent Billancourt», qui a d'ailleurs été liquidé.

Les travailleurs occupent le siège, arrêtent la production, bloquent les lignes de chemin de fer. Ils ont raison de se révolter. Ils s'unissent, syndiqués et non-syndiqués, à la base sans s'occuper des bons conseils des conciliateurs qui ne font que les faire patienter, jusqu'à quand, pendant que de proche en proche la liquidation des entreprises, les licenciements se poursuivent jetant dans l'angoisse et la misère des millions de travailleurs ici et en général dans tous les pays.

ON RAISON DE SE REVOLTER !
Mais ce n'est pas suffisant !

Il faut s'organiser pour résister, pour passer à l'offensive contre le grand capital et les conciliateurs qui veulent sauver le capitalisme, le réformer, pour qu'il devienne humain, alors que son appareil répressif se renforce de jour en jour, prend un caractère fasciste de plus en plus prononcé, une forme moderne de fascisme, qui avance à pas feutrés.

Le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifaciste et Populaire appelle les travailleurs et tous les progressistes à s'organiser dans toutes les usines dans des comités de lutte pour développer l'unité entre syndiques et non-syndiqués, puis former une union syndicale de lutte de classe par ville, département, région et ainsi recréer le syndicat de lutte dont nous avons besoin !

Dans les quartiers, organisons des comités pour lutter contre la vie chère, pour le logement, etc. !

Le capitalisme nous a déclaré la guerre, nous devons y répondre jusqu'à l'émancipation du travail et la destruction du système capitaliste !



Manifestons contre les expulsions et la restructuration urbaine

À tous ceux qui vivent à 5 dans un 20m², À tous ceux qui se sont déjà fait couper l'électricité, À tous ceux qui doivent choisir entre bouffer et payer leur loyer, À tous ceux qui ont déjà fait des faux dossiers pour avoir un appartement, À tous ceux qui se sont déjà ou vont se faire expulser, À tous ceux qui en ont marre de claquer leurs salaires pour un petit appart' humide, À tous ceux qui ont de plus en plus de mal à payer leur loyer, À tous ceux qui trouvent que tout ça c'est pas normal, À tous ceux qui trouvent que le chacun pour soi c'est tout le monde dans la merde !

La fin de la trêve d'hiver arrive. Cette année, commme chaque année, la fin de l'hiver est le grand moment des expulsions. Presque plus de risque de mourir de froid dehors, alors la propriété reprend tous ses droits. C'est le grand ménage pour les propriétaires et l'État qui se débarassent enfin des locataires mauvais payeurs, des squatteurs, ceux dont on ne renouvelle pas le bail, tous ceux qui sont jugés peu rentables. Entre 2010 et 2011, le nombre d'expulsions est passé de 50 000 à 100 000. Cette année, il faut s'attendre à la même chose, alors que des milliers de logements sont vides. Cette question s'ajoute à un durcissement général des conditions de vie pour une grande partie des gens, entre baisse des allocations, précarisation, chômage. Le pire reste sans doute à venir, les loyers ne cessant d'augmenter alors que c'est déjà la galère.

Mais il faut bien que les affaires continuent et cette année est aussi celle du lancement du Grand Paris. Misère ou pas, crise ou pas, de grands projets de restructuration urbaine sont mis en oeuvre par l'Etat avec les régions et les municipalités, principalement dans les villes populaires de la petite couronne : Ivry, Saint-Denis, Montreuil, Bagnolet, Aubervilliers...



Restructuration ça veut dire quoi ?

Concrètement les habitants de ces quartiers vont être expulsés pour permettre la construction d'immeubles de bureaux, de zones commerciales, et de logements au loyer très élevé. Le but étant de remplacer les classes populaires par une population plus riche. Les pauvres doivent devenir invisibles pour laisser la place à des zones attractives où dominent les boutiques branchées, l'industrie culturelle et les entreprises ou écoles de pointe. Il n'y a qu'à voir le nettoyage encore récent des derniers quartiers populaires de Paris pour imaginer le résultat : même quand les mairies prétendent construire quelques HLM, la plupart ne seront accessibles qu'à partir de 2000 euros de revenu. Face à cette politique de riches pour les riches, de nombreuses personnes s'organisent. Certains refusent de quitter le logement qu'ils n'ont plus les moyens de payer, d'autres s'opposent à la destruction de leurs lieux d'habitation et des liens de voisinage et de solidarité qui allaient avec. On ne se laisse pas déplacer en grande banlieue sous prétexte qu'on est vieux ou pas très rentable.

Dans plusieurs quartiers, des collectifs d'habitants se montent pour résister aux politiques urbaines et aux décisionnaires qui les pilotent. À Bagnolet, le collectif de la Noue perturbe régulièrement le conseil municipal ; à St-Denis, le comité de soutien de familles expulsées de leur squat cet hiver et qui occupent le parvis de la mairie organise des manifestations toutes les semaines. Ailleurs, ceux qui n'en peuvent plus d'attendre un HLM ou de vivre dans des conditions pourries occupent des logements vides. Que se multiplient les formes concrètes de résistance : collectif de quartier indépendants de ceux qui gèrent la ville, occupations de logements vides, pression sur les conseils municipaux, les réunions de concertation et les bailleurs sociaux, qu'on soit 6, 50, 200, rassemblements et résistances concrètes contre les expulsions.

Un logement pour tous
été comme hiver !

samedi 17 mars 2012
13 heures
métro alexandre dumas
Paris 20ème

Expulsion du 192 rue des Pyrénées

Depuis plusieurs mois, le 192 rue des Pyrénées, dans le 20ème à Paris, était occupé. Il s'agit d'un immeuble appartenant à AFTAM Habitat, un bailleur HLM privé branche de l'AFTAM. Cette même AFTAM qui ose augmenter les loyers du foyer taudis d'Epinay pendant qu'elle dépensait des milliers d'euros pour fêter ses 50 ans et changer de nom pour devenir Coallia...

Le soir même de l'expulsion, une centaine de personnes se sont regroupées devant la Mairie et sont parties en manif' sauvage avant de se faire encercler par les CRS. 30 personnes ont été arrêtées. La lutte s'est alors déplacée à Saint Denis mais là encore les flics ont expulsé et arrêté.

La lutte pour le logement continue ! Il y a notamment la manif contre les expulsions et la restructuration urbaine du samedi 17 mars (voir appel ci-dessus).

LA LUTTE NO-TAV

Nous publions régulièrement des nouvelles sur la lutte contre la Ligne à Grande Vitesse. A voir sur lacausedupeuple.blogspot.com

Compte-rendu de la journée d'hommage à Pierre Overney



Ce samedi 25 février, le PC maoïste et la Cause du Peuple organisaient la journée d'hommage à Pierre Overney, 40 ans après son assassinat.

Entre 60 et 70 personnes ont participé sur l'ensemble de la journée, avec de nombreux et nombreuses Camarades s'excusant de ne pouvoir être là. Des messages de solidarité nous sont parvenus des Camarades du PC maoïste d'Italie, du Parti Communiste de Ceylan (maoïste) [Sri Lanka] et de la Fédération Nationale des Syndicats du Népal.

La journée a commencé par un rassemblement au métro Père Lachaise suivi par une marche jusqu'à la tombe où Pierrot est enterré. Arrivés sur place, un Camarade a rappelé la lutte que menait Pierre Overney à Renault avec le Comité de Lutte d'Atelier. Pierre Overney s'était fait viré quelques temps auparavant avec plusieurs Camarades et il revenait pour appeler à la manif antifasciste le soir même, 10 ans après le massacre de Charonne. Une équipe diffusait donc le tract à la porte Zola de l'usine de Renault Billancourt. C'est là que Tramoni, chef de la milice patronale a défié Pierrot et a tiré, l'abattant sur le coup. Ce même Tramoni qui fut abattu 5 ans plus tard, vengeant la mort du Camarade.

La manif le soir même fut sauvagement réprimée et ne put avoir lieu que grâce à la ruse des militants qui avaient pu briser l'encerclement policier.

Mais si par la suite la Gauche Prolétarienne fut auto-dissoute par ses chefs, le système d'exploitation et d'oppression lui s'est renforcé et a continué de plus belle. La nécessité d'aujourd'hui est donc de reprendre entre nos mains le combat que menait Pierre Overney. C'est notre façon de lui rendre hommage.

Après quelques interventions de salut à la mémoire de Pierrot et de ce qu'il représentait, un jeune Camarade est intervenu.

Pour les jeunes générations qui n'ont pas vécu cette époque et qui ont appris cette histoire par une rencontre avec des «anciens» mais sûrement pas dans les livres d'histoire, Pierre Overney est le symbole d'une époque où la jeunesse s'est levée, prête au combat pour aller au-delà de mai 68.

Dans ce cadre, la Gauche Prolétarienne est une inspiration, un exemple dont il faut s'imprégner tout en restant bien dans la réalité de notre époque.

Il ne s'agit pas d'idéaliser cette organisation. Elle a eu des côtés très positifs comme l'esprit combatif et le lien très développé avec les masses en lutte mais elle a également eu des limites et des défauts.

La GP n'est pas un diamant car la pureté n'existe nulle part. Cet hommage n'a donc pas pour but d'idéaliser le passé mais bien de s'en servir pour nos luttes actuelles et le futur que nous voulons construire.

Après avoir déposé des œillets rouges sur sa tombe, nous avons chanté le Chant des Nouveaux Partisans puis l'Internationale dont un Camarade nous fit partager le 7ème couplet.

« Ouvre bien tes yeux, camarade
Et vois où sont les renégats ;
Sors du brouillard, de cette rade,
Rejoins tes frères de combat !
Crie : À bas le révisionnisme,
À bas les mystificateurs !
Vive le marxisme-léninisme,
Notre idéal libérateur ! »

Le rassemblement prit fin et les échanges informels se prolongèrent autour d'un verre porté en l'hommage de Pierrot et de toutes celles et ceux tombés au cours de la lutte ici et à travers le monde.

L'après-midi, une rencontre était prévue pour échanger autant sur le passé que sur le présent.





Il fut précisé, au début de cette rencontre, que l'objectif était d'amorcer l'analyse des expériences passées, et plus précisément de la Gauche Prolétarienne, afin d'en tirer les leçons pour aujourd'hui.

Ainsi, un Camarade précisa que le journal la Cause du Peuple d'aujourd'hui est un moyen d'entamer la construction d'un Front Révolutionnaire Antifasciste/ Anticapitaliste et Populaire mais aussi de recueillir les idées justes au sein du peuple et de commencer à les synthétiser pour les généraliser, les populariser.

Le FRAP va se développer petit à petit par la construction de Comités de Lutte, de Comités de Quartier, de Comités sur une question particulière (antifascisme, solidarité internationale, féminisme prolétarien, ...), etc. en partant des préoccupations concrètes des gens et des nécessités que le mouvement rencontrera au cours de son développement.

Un jeune de la JCML se réclamant de Marx, Engels, Lénine et Staline a ensuite affirmé que la mort de Pierre Overney confirmait la théorie marxiste-léniniste de la lutte de deux classes antagonistes. Aujourd'hui, nous sommes dans une période plus calme que ces années-là mais demain ? La répression sera bien plus violente contre les ouvriers s'ils ne se résignent pas à une baisse des salaires de 40 % par exemple.

Comment les diriger alors qu'aucun groupe aujourd'hui en France ne peut se prétendre être le parti. Le thème du débat devrait donc porter sur la question du parti.

Un Camarade a éclairci le sujet en rappelant que Marx et Engels ont posé les fondements de la théorie révolutionnaire du prolétariat dont le noyau central a été posé par Marx dans son analyse du Capital. Lénine, lui, a posé la deuxième pierre, celle de la révolution prolétarienne et de la prise du pouvoir par le prolétariat à l'époque de l'impérialisme, phase supérieure du capitalisme. Staline a poursuivi la construction du socialisme. Mao a enrichi la théorie prolétarienne, et ce dans plusieurs domaines.

Dans le domaine de la dialectique, il a identifié la loi de contradiction comme loi unique du mouvement et a développé le traitement différent des contradictions suivant que ces contradictions sont entre l'ennemi et nous ou au sein du peuple.

Dans le domaine économique, il a commencé à régler la contradiction entre la ville et la campagne, l'industrie et l'agriculture, par la création des communes populaires.

Dans le domaine militaire, il a enrichi la théorie et la pratique par la guerre populaire, qui n'est pas seulement une question militaire, mais avant une théorie politique appliquée à la question militaire, alliant la guerre de mouvement à la guerre de front, mais aussi à la constitution de bases d'appui, de zones libérées où s'exercent le pouvoir populaire.

Dans le domaine culturel, la Révolution Culturelle, révolution politique dans le Parti et l'appareil d'Etat pour que la dictature du prolétariat s'exerce, se renforce dans tous les domaines contre la nouvelle bourgeoisie qui se forme dans le Parti et dont l'objectif est la restauration du capitalisme.

C'est en prenant en compte toute l'expérience historique du prolétariat que nous pourrons de nouveau avancer sur la voie de la révolution, en recueillant l'avancée positive de la théorie et de la pratique et en en rejetant les aspects négatifs.

Pour cela nous avons besoin d'un Parti Communiste dont l'objectif est la prise du pouvoir par et pour le prolétariat comme classe révolutionnaire. Mais le Parti n'est pas suffisant. Pour regrouper l'ensemble des couches du peuple, il est nécessaire de développer le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Anticapitaliste et Populaire. Le front se forme d'une façon autonome de toute politique conciliatrice et s'édifie à travers la formation de comités de lutte dans les entreprises, de comités de





quartiers, etc. Enfin, le peuple ne pourra vaincre sans former une organisation spéciale pour faire reculer la bourgeoisie et finir par la vaincre.

La bourgeoisie utilise différents moyens -politiques, économiques, culturels, policiers et militaires, ...- une guerre multiforme contre le prolétariat. Ce dernier, s'il veut en finir avec le système, doit y répondre par une guerre multiforme, appelée guerre populaire.

En 1980, après la restauration du capitalisme en URSS à la fin des années 60 et en Chine après la mort de Mao, la première guerre populaire a commencé au Pérou. Les partis se sont regroupés au sein du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste en 1984. Depuis, la Guerre Populaire s'est développée aux Philippines, au Népal et aujourd'hui en Inde où elle se déroule sur un tiers du territoire. Le Mouvement Communiste International se réorganise aujourd'hui dans le monde entier, le maoïsme va de l'avant.

Un Camarade qui était chez Renault et travaillait avec Pierre Overney a ensuite présenté la situation à l'époque.

Le contexte d'alors conduisait régulièrement les maos à lutter, y compris physiquement, contre la CGT et le PC de l'époque. Mais il y avait des contradictions en leur sein. Par exemple, certains militants CGT qui avaient connu les grandes grèves de 36 restaient à la CGT par «protection» en quelque sorte. Le Camarade estime même que si le mouvement mao avait pu se présenter aux élections syndicales, ils auraient raflé la majorité des sièges.

Les principaux ennemis étaient donc la direction mais aussi les «bonzes» de la CGT et du PC. Il y avait des affrontements très souvent aux portes de l'usine et pour cela les maos bénéficiaient d'un soutien extérieur. Même Jean-Paul Sartre est venu diffuser des tracts.

A l'intérieur de l'usine, c'étaient surtout la CGT et la CFDT qui avaient le pouvoir. La question était alors de savoir comment faire pour obtenir un soutien plus important. C'est comme ça que l'idée de diffuser le film sur la guerre d'Algérie «Avoir 20 ans dans les Aurès» se développa. Après la projection, le soutien devint très important. Le slogan des vieux de chez Renault était devenu : «Quand les maos sont là, la saleté s'en va !»

Malheureusement, après la dissolution, les militants se sont dispersés à droite à gauche.

Le Camarade a ensuite précisé que selon son opinion, le PC et la CGT de l'époque n'ont rien à voir avec le PC et la CGT d'aujourd'hui.

Après une question sur l'aide de l'ambassade de Chine, le même Camarade a précisé que la Gauche Prolétarienne n'a pas été aidée directement par la Chine. Un autre intervenant a précisé que certaines actions filmées étaient transmises à l'ambassade pour information et savoir ce qu'ils en pensaient mais que ça n'allait pas plus loin.

La proposition fut ensuite faite de se mobiliser pour qu'une rue ou une place prenne le nom de Pierre Overney.

Un Camarade a ensuite avancé que si l'idée était bonne, il fallait surtout trouver les moyens de consolider et développer le mouvement. L'idée peut s'inscrire dans la mobilisation pour faire passer le message que le passé serve le présent en précisant que le passé n'est pas seulement la mémoire mais que c'est surtout le contenu de la mémoire. Ainsi, la situation n'est pas la même aujourd'hui que dans les années 70. Comme le disait le Camarade auparavant, si la ligne des syndicats est toujours conciliatrice, il faut aussi voir qu'ils sont moins brutaux et qu'ils se sont affaiblis. Il est plus facile d'intervenir aujourd'hui. Ce qu'ils avancent est de rassembler au plus large possible.

Pour nous, il ne s'agit pas de rassembler n'importe comment. En premier lieu, le front que nous construisons n'est pas un front au sommet. Ce genre de front ne marche pas. Par exemple, en 1936, l'Internationale a tapé sur les doigts du PCF pour avoir réalisé l'unité au sommet et pas à la base. Même s'ils ont fait leur autocritique, il était trop tard car Hitler arrivait au pouvoir. L'unité à la base n'aurait peut-être pas empêché Hitler d'arriver au pouvoir mais la résistance et l'organisation auraient pu



prendre une base plus correcte pour la prise éventuelle du pouvoir au lieu de le laisser entre les mains des socialistes et des radicaux de gauche et ensuite de la réaction.

Nous devons trouver les moyens de développer le front aujourd'hui de manière la plus unifiée possible –et pas unitaire-, car nous savons très bien que dans le processus, les gens n'adhère pas au Parti comme ça de but en blanc juste parce qu'on dit que le parti c'est le meilleur, etc. Ça c'est du pipeau. Les gens le voient très clairement et décideront de rejoindre le Parti ou de rester dans le Front. Ça dépendra de la situation. On peut prendre l'exemple de la Résistance. Il y avait un parti communiste mais aussi des non-communistes. Il y avait des croyants et des non-croyants. C'est comme dans les banlieues. Peu importe la religion, les ouvriers sont nos frères de classe.

Dominique Grange, qui a écrit et chanté de nombreuses chansons révolutionnaires pendant et après 68, a commencé ses quelques chansons en parlant de son engagement dans la Gauche Prolétarienne, établie en usine.

Elle connaissait bien Pierrot et le décrit comme «quelqu'un de très sympa, très battant, qui aimait bien se marrer, qui aimait la vie, qui était toujours partant pour faire des choses. C'était quelqu'un qui n'avait pas peur. D'ailleurs, il a défié Tramoni, il n'a même pas eu peur de l'arme à feu qu'il avait en face de lui, braquée sur lui. Il incarnait la résistance des jeunes dans les usines, ce que nous avons appelé la nouvelle résistance face au nouveau fascisme et qui a peut-être l'air pour les plus jeunes d'être des clichés mais pour nous ça n'en est pas. D'ailleurs, nous nous sentions les héritiers de la Résistance de l'époque de nos pères. Nous avions hérité de l'idée formidable que nous pouvions résister aux pires forces d'extrême droite.»

Vint la chanson «Chacun de vous est concerné», avec une intro en italien. Cette chanson est sortie au moment de l'ouverture de la fac de Vincennes sur un disque autogéré. La chanson a voyagé et un chanteur italien s'en est emparé et l'a appelé la Chanson de Mai. C'est un bel exemple que nos outils, les armes qui sont à notre disposition doivent circuler. La chanson est d'ailleurs une arme intéressante puisqu'on peut la transporter partout, c'est une arme qui résiste aux fouilles, qui traverse les murs, qui traverse les frontières, qui peut aller au bout du monde dans une langue ou une autre.

La chanson suivante fut «Grève illimitée», écrite au moment où les grèves et occupations d'usines commençaient à se propager.

En 2007, Sarkozy a fait un discours célèbre à Bercy dans lequel il souhaitait effacer l'héritage de ces années, particulièrement de 68, comme s'il en était propriétaire alors que c'est un héritage populaire qui appartient au peuple. C'est pourquoi la chanson N'effacez pas nos traces fut écrite. D'autre part, c'est aussi un hommage aux jeunes qui furent déportés en Allemagne dans les camps de prisonniers et qui y perdirent 5 années de leur jeunesse et qui résistèrent comme ils pouvaient au sein de ces camps. La Résistance joua un rôle très important dans la formation de la conscience politique de la Gauche Prolétarienne.

En France, il y a eu, et il y a toujours, pas mal de prisonniers politiques. Il y avait les prisonniers d'Action Directe, les militants basques qui sont encore nombreux dans les prisons, les militants bretons, Georges Ibrahim Abdallah militant communiste libanais toujours emprisonné -28 ans déjà ! -, les communistes espagnols. D'où la chanson «la Voix des prisons».

Vint alors la chanson hommage «Pierrot est tombé».

Pour finir, «les Nouveaux Partisans» fut reprise en chœur par la salle, mettant fin à cette belle journée d'hommage et encourageante pour l'avenir.

EN +

L'ensemble des photos et des vidéos est à voir sur :
lacausedupeuple.blogspot.com

Cherté de la vie

La loi «hôpital, patients, santé, territoire», votée en 2009, est une liquidation de l'hôpital public. Elle implique :

★ le rachat d'un hôpital local par le privé, la privatisation de quelques services (Chateaubriand), l'implantation d'un hôpital public dans des locaux privés (pour un loyer de 40 millions) pour le Centre hospitalier du sud francilien ;

★ que les ARS (Agences Régionales de Santé) obligent les CHU à résorber le déficit en augmentant le nombre d'actes ;

★ des restructurations entraînant : la compression du personnel, la suppresion d'activités non rentables -centres IVG-, la diminution des durée de séjours -sortie dès le 2ème jour après l'accouchement-, la difficulté à trouver une place pour une personne âgée -qui du coup risque des complications et un séjour prolongé ;

★ que les CHU sont rémunérés par la Sécu sur la base du diagnostic et des soins, ce qui désavantage l'hôpital public qui assure des missions de recherche et d'enseignement et gère les pathologies lourdes que le secteur privé rechigne d'admettre.

D'autre part, les dépassements d'honoraires (parfois 181 % du tarif conventionnel) sont devenus un obstacle à l'accès aux soins.

En 2010, 23 % des assurés ont renoncés à des soins. La part de la Sécu dans les frais de santé est de 63 %, 22 % pour la complémentaire et 12,7 % (665 € an) pour les ménages.

Les dépenses de médicaments s'élèvent à 33,6 milliards dont 3,2 non remboursés.

Séries de hausses

★ TGV et TER : + 3,2 % ; + 1 % en Ile de France

★ Taxis : + 3,7 % sur le prix minimal de la course

★ TVA : le taux réduit -restauration, hébergement, travaux à domicile, services à la personne, édition- passe de 5,5 à 7 %

★ Mutuelles : 5 % (suite doublement taxe santé)

★ Sécurité Sociale : 1 jour de carence pour les fonctionnaires

★ Hausse de la taxe sur les alcools de plus de 18 °

★ Désindexation des retraites de plus de 1000 €. Rapport pour l'Etat sur 5 ans : 68 milliards

La Réunion : appel à mobilisation

Nous, Jeunes Emigrés Réunionnais en France, sommes une organisation indépendante de tous partis politiques. Nous luttons auprès des réunionnais en France face à la politique du CNARM, mais aussi contre le racisme et l'exploitation.

Les évènements actuels à la Réunion témoignent de la remise en cause des politiques coloniales et de la structure économique de l'île.

Situation sociale à la Réunion :

Emigration : Près de 104 000 réunionnais vivent dans l'hexagone, soit 14 % des natifs de la Réunion.

Population : 800 000 habitants qui compte 52 % de jeunes.

Chômage : la moitié des jeunes du pays n'ont pas d'emploi

Seuil de pauvreté : 52 % de la population réunionnaise vit en dessous du seuil de pauvreté.

Santé et malaise des Réunionnais :

La mortalité est plus importante qu'en France dans toutes les tranches d'âge, le sentiment de malaise est profond.

Racisme et humiliation :

Certains lieux de notre île sont des zones de non-droits pour les réunionnais et les réunionnaises, s'ils ont le malheur d'être jeunes et «foncés», et s'ils sont identifiés comme chômeurs, ils n'ont pas accès à certains endroits. Il y a de véritables ghettos de privilégiés qui sont les expatriés français (zorey) alors que les plus pauvres, et les familles de descendants d'esclaves sont des citoyens de seconde zone. Il y a de la place et du travail pour les zorey alors qu'il n'y en pas pour les réunionnais qui, eux, doivent partir.

Après cette présentation nous disons : Non ! Non à la récupération des révoltes à la Réunion !

C'est ainsi que pendant les grèves de vie chère du premier trimestre 2009, à la Réunion, l'élite du PCR et du COSPAR (collectif d'organisations monté contre la vie chère), n'a pas mené à termes ce grand mouvement populaire qui aurait pu accompagner celui des Guadeloupéens. La tête du PCR et du COSPAR ont délibérément brisé ce mouvement. Le 5 mars 2009, des milliers de Réunionnais et de Réunionnaises se sont retrouvés dans les revendications des Guadeloupéens.

Lorsque ces personnes se sont retrouvées ensemble, la tête du PCR (Parti Communiste Réunionnais et ses coquilles telles que l'Alliance des jeunes, l'Alliance contre le chômage…) et du COSPAR la di azot : «fane astèr» c'est-à-dire «dispersez-vous», «sirtou rès pa ansanm», «fé pa dézord dan somin» comme s'il ne s'agissait pas de leur pays, de leur vie, de leur ras-le-bol, de leur rage…

Ratenon de «l'Alliance contre le chômage», en plein mouvement le 5 mars 2009 a déclaré à propose de la grève générale : ««Il ne faut surtout pas le faire» au moment où la grève se durcissait aux Antilles … «Le préfet est d'accord pour négocier».

Entre 2009 et 2012 leurs négociations n'ont servi à rien, sous prétexte de maintenir la cohésion sociale il a participé à l'explosion sociale ! Aujourd'hui c'est toujours la même rengaine, il court pour négocier avec le préfet alors que les réunionnais dans la rue scandent «Préfet Démission».

10 ans après les révoltes de 1991, après mandats politiques sur mandats politiques, le PCR et les autres partis PS et droites diverses ont conduit la Réunion à un climat d'explosion sociale.

La Réunion n'est pas un sentiment, une sensation forte (île intense), c'est un pays où le chômage est plus fort qu'en Afrique, un territoire dont la forte croissance ne s'accompagne pas du développement, autrement dit d'un mieux-être social, économique et environnemental. Le paradoxe réunionnais est que le pays est classé selon les indicateurs économiques parmi les pays les plus riches (46è rang mondial).

Aujourd'hui, des jeunes de l'île se révoltent. Leur colère est légitime car pendant le mouvement contre la vie chère, la parole a été monopolisée par les politiciens professionnels. La grande partie de cette jeunesse délaissée sur le bord du chemin identifie le problème : la vie chère, le chômage, l'absence de perspectives d'avenir, la monopolisation et la récupération de la parole des réunionnais.

Ces révoltes sont la remise en cause du système politique tout entier, un système mafieux qui permet aux politiciens de la droite comme de la gauche de se remplir les poches et de remplir les poches des groblan. Exemple : CBO Territoria qui s'occupe de la gestion foncière du groupe Bourbon de Chateauvieux possède à la Réunion un patrimoine foncier de 3200 hectares, le Groupe Bernard Hayot, béké martiniquais a été introduit également à la Réunion par son confrère réunionnais.

Les aides sociales de la France sont dépensées dans ces temples de la consommation que sont Leclerc, Score… Or, les bénéfices ne sont pas réinvestis à la Réunion mais profitent aux capitalistes. C'est autour de ces enseignes précisément qu'aujourd'hui, les réunionnais et les réunionnaises se retrouvent pour protester. Temples de la consommation visés par des jets de galets, protégés par des gardes mobiles autorisés à tuer.

Comment se fait-il que les politiciens qui volent de l'argent ne sont jamais punis par la loi ? Les révoltés, eux sont réprimés, pour 300 manifestants il y a 460 policiers et gendarmes sur place selon Guéant qui a envoyé deux escadrons en plus. Actuellement nous sommes à un peu moins de 200 interpellations.

Ce ne sont pas les quelques miettes jetées par les Dindar, Didier Robert, Vergès et autres élus qui, par des mesures «provisoires» dans un but de se faire élire aux élections, vont pouvoir régler les plaies béantes d'une structure politique et économique inadaptée à la Réunion. Structure politique corrompue, maintenue par les élites de la Réunion avançant main dans la main avec le pouvoir d'Etat Français.

C'est au peuple de décider de son destin politique, la répression et les miettes ne sont pas des réponses à une colère juste et légitime.

C'est un changement radical qui est attendu à la Réunion et en Métropole par les réunionnais émigrés, partis à 10000 km de leur pays pour trouver du travail.

Pas de justice de paix !

Non à la répression !

Non à la récupération !

La révolte n'est pas un crime !

La révolte est légitime !

CONTACTS

Comité de mobilisation pour la Réunion libre : 06 26 39 86 95

JERF : 06 18 00 77 18
soutienreunion@yahoo.fr

Avec le soutien de : *AGEN, Comité Anti-Impérialiste, Kolektif Dégage, La Cause du Peuple, PC maoïste de France*

Le double objectif de l'impérialisme français en Inde

L'impérialisme français va fournir 126 avions Rafale à l'Etat Indien.

C'est d'abord une bonne affaire pour Dassault, à la tête du monopole de l'aviation en France, en tout premier lieu fournisseur de l'Etat impérialiste français représentant du capital financier, dont fait partie Marcel Dassault.

Ces avions ont servi pour soutenir une clique contre une autre en Libye entre autre.

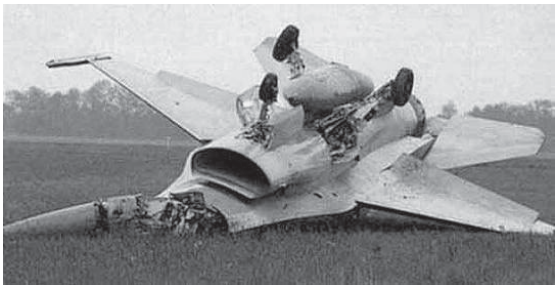
L'impérialisme français est en concurrence dans ce domaine avec les autres impérialistes : les Etats-Unis qui produisent le F-16 [General Dynamics/Lockheed Martin] et le F-18 [McDonnell Douglas] ; le consortium européen regroupant l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne qui produisent l'Eurofighter ; la Suède qui produit le Gripen [Saab] ; et la Russie qui produit le MiG [Mikoyan-Gourevitch]. Une vente à l'Inde peut ouvrir d'autres marchés.

L'inde est un pays important de par l'étendue de son territoire et de sa population. Elle est au cœur de la lutte inter-impérialiste pour la conquête des marchés entre les Etats-Unis, les pays impérialistes d'Europe, le Japon, et les pays émergents des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine).

Sur le plan militaire, parmi ces pays, la Russie, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Chine et l'Inde possèdent la bombe atomique. Le Brésil pourrait développer un programme nucléaire militaire.

De surcroît, cette région est socialement dans une situation explosive.

En Inde, se déroule la Guerre Populaire la plus étendue du monde : le Parti Communiste d'Inde (maoïste) est présent sur au moins 1/3 du territoire. Les impérialistes ont besoin de faire



des affaires et aussi de consolider militairement les Etats contre la montée des révoltes, ou pour leur contrôle, et contre les guerres populaires en cours, en développement ou en préparation dans plusieurs pays. L'impérialisme a donc besoin d'Etats forts pour y faire face, particulièrement dans cette région du monde, après l'aventure afghane.

L'Etat indien a déployé sur son propre territoire 100 000 hommes dans l'opération Green Hunt contre la guerre populaire. Malgré l'aide du Mossad pour former des tueurs chargés d'exécuter de façon ciblée les dirigeants du PCI(m), la Guerre Populaire s'étend peu à peu.

L'Inde est un pays où des centaines de millions de personnes vivent en dessous du seuil de la pauvreté, où le prix d'un seul avion pourrait nourrir pendant un an plusieurs dizaines de millions de personnes. Mais pour la bourgeoisie, de part et d'autre, les affaires sont les affaires.

L'Inde est en même temps un pays avec des secteurs de pointe très développés. Les impérialistes y implantent leurs multinationales parce que la main-d'œuvre est bon marché, corvéable à merci.

L'Inde est un pays expansionniste et vise à devenir une superpuissance. Elle achète des centaines de milliers d'hectares en Afrique et pille, à côté des impérialistes et de la Chine, ses ressources.

Mais en dernier ressort, la répression policière et militaire des masses populaires en Inde par l'Etat indien avec l'aide de l'impérialisme n'aura pour effet que de renforcer la Guerre Populaire dirigée par le Parti Communiste d'Inde (maoïste).

Il est de notre devoir de faire connaître la Guerre Populaire en Inde et de dénoncer l'impérialisme français et son Etat qui produit des armes et non ce dont le peuple à besoin.

«Exhibition, l'invention du sauvage»

Jusqu'au 3 juin prochain, le musée du quai Branly présente une exposition à la fois stimulante et très dérangeante. Ce qui correspond d'ailleurs bien aux intentions de son commissaire général Lilian Thuram et de ses collaborateurs scientifiques.

On nous rappelle entre autres qu'à Paris en 1931, les arrière grands-parents Kanaks de Christian Karambeu furent exposés au jardin d'acclimations en tant que cannibales, puis montrés dans un zoo humain en Allemagne. L'exposition met en lumière l'histoire d'hommes, de femmes et d'enfants amenés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Océanie et exhibés dans des cirques, des foires, des revues de cabaret, des défilés, des expositions universelles et des zoos.

Le projet des organisateurs de cette exposition est de faire comprendre ainsi comment le racisme a pris racine dans les mentalités occidentales. Ces spectacles ont servi d'outils de propagande, d'objets scientifiques et de divertissement influençant profondément la manière dont l'Autre est appréhendé depuis cinq siècles : la traite des esclaves, le fameux commerce triangulaire, et les expéditions coloniales ont été des supports incontournables et bienvenus de ces préjugés.

En effet, au XIXème siècle une pseudo-science prétendait expliquer la diversité morphologique grâce à des techniques anthropométriques raffinées qui classaient les peuples sur une échelle de civilisation. Le concept de race était né.

L'Exposition universelle de 1889 à Paris avec son pavillon anthropologique et ses spectacles «ethniques» ou «racialistes» sont venus conforter la croyance des Occidentaux en leur supériorité. «Ces spectacles étaient destinés à convaincre les puissants du jour qu'ils étaient le degré le plus abouti de l'espèce humaine et de la civilisation, ce qui tombait plutôt bien en plein boom colonialiste…» commente Pascal Blanchard (historien et spécialiste des zoos humains).

Qui sont les sauvages d'aujourd'hui ? «Nous avons gardé des séquelles de cette histoire. On n'a pas intégré que les couleurs de peaux ne déterminent pas les qualités» commente Lilian Thuram. Une installation vidéo pose la question, à la fin de l'exposition, avec des témoignages

des exclus de notre temps : une femme Rrom, des homosexuels, des handicapés, une personne de petite taille.

Ajoutons à cette liste les pauvres des quartiers-ghettos qualifiés de «racaille» à «nettoyer au karcher» par le Président Sarkozy. Ces pauvres qui constitueraient pour certains une «classe dangereuse» alors qu'il s'agit plutôt d'une classe en danger à cause de l'injustice sociale qui lui est faite dans notre société selon L Thuram.

Pourtant, ni victimisme, ni colère dans cette exposition mais une volonté pédagogique de faire comprendre certaines racines du mal.

Conclusion de l'expo sur une citation de Françoise Héritier, inscrite à la sortie : «La question de l'inégalité des sexes est éminemment politique. Ce modèle inégal est la matrice de tous les autres régimes d'inégalité».



Cette exposition est assez dérangeante pour qu'on ait envie de prolonger la recherche en lisant «Mes étoiles noires» de L. Thuram et les travaux de l'historien Pascal Blanchard, «La France noire, trois siècles de présences» (La Découverte).

On se souvient que selon le Présent Sarkozy, l'Afrique ne serait pas encore entrée dans l'histoire ! On se souvient aussi de toutes les péripéties liées à l'affaire de «l'identité nationale» et de son ministère ! D'un ministre condamné pour racisme etc., etc. On peut aussi se demander en toute légitimité pourquoi depuis notre ancêtre Lucy et la certitude scientifique qu'il n'existe qu'une espèce humaine, pourquoi au pays de la citoyenneté républicaine et des Déclarations des Droits de l'Homme, il faudrait parler de «diversité» parmi ces mêmes citoyens ! A moins que ce soit pour réaffirmer cette évidence que nous sommes tous divers, tous des individualités riches et différentes et que cela n'a rien à voir avec la couleur de la peau !

Les nouveaux chiens de garde : un livre et un film

Il s'agit des médias, ou plus exactement de l'oligarchie médiatique et de leur inféodation au pouvoir en place, qu'il soit «socialiste» ou qu'il se revendique carrément de droite. Depuis Guy Debord et Pierre Bourdieu, la critique des médias est un exercice récurrent et on se demande ce que vont bien pouvoir ajouter le livre et le film intitulés «Les nouveaux chiens de garde».

Le film en particulier redonne un bon coup de fouet à une critique qui ne semble plus de mise par les temps qui courent où la fameuse pensée unique (capitaliste) s'affiche sans vergogne tout en se prétendant au-dessus de la mêlée. Il s'agit d'une satire féroce (et drôle) des médias. Et dès l'ouverture du film (et du livre de Serge Halimi) la première référence est un hommage direct à Paul Nizan qui en 1832 fustigeait avec une rage incompressible la servilité des philosophes tous encartés chez le pouvoir capitaliste en place. Le film parle de complicité ou de connivence mais en montrant tous les liens financiers et autres entre les médias et les grands groupes, les médias et le pouvoir, il va beaucoup loin ; il s'agit en réalité d'un véritable lien de dépendance : les nouveaux chiens de garde sont des gardiens de l'ordre capitaliste établi parce qu'ils sont rétribués par ces mêmes groupes capitalistes. Un journal est devenu d'abord une industrie. Invoquée comme un motif de survie, la logique industrielle transforme le journal en firme, la firme en «marque» qui affronte d'autres «marques» sur le marché de la communication. «La fusion de la presse dans l'argent conditionne ses contenus plus efficacement que toutes les censures directes, fussent-elles exercées par leur propriétaire» (Pierre Rimbert «Libération de Sartre à Rothschild», Raisons d'agir 2005).

L'intérêt principal de ces documents est qu'on y appelle les choses (et les personnes) par leurs noms sans barguigner. Les uns après les autres sont dénoncés : journalistes, organes de presse écrite, chaînes de télévision et de radio, sites web (y compris mediapart). Tout y passe. On rit un peu jaune quand même. Et défilent devant nos yeux les noms et les visages de ceux qui tirent les fils des marionnettes médiatiques du jour. Lagardère, Bolloré, (qui avait invité Sarkozy sur son yacht pour célébrer son accession encore plus directe au pouvoir avec l'élection du nouveau Président de la République), Bouygues, Vivendi, Hersant, Bernard Arnault, Dassault, Rothschild, Publicis, Caisse d'Epargne, Crédit Agricole (parmi les banques qui se cachent derrière nos interchangeables «économistes» et autres experts auto-proclamés et inamovibles Minc, P. Sylvestre), les journalistes interviewers inévitables des grands : Duhamel, PPDA et quasiment tous les autres C. Chazal, Pernaut, C. Okrent, M. Field etc. et aussi E. Plenel et «le journal de référence», Christophe Barbier (L'Express), Joffrin (Libération), Le Point, J.P Elkabbach qui sévit sur la radio Europe 1 (appelée «radio-Sarkozy» par les mauvaises langues), A. Finkielkraut sur France Culture, F.O. Giesberg, Yves Calvi, I. Giordano, etc. Quotidiens et hebdomadaires passent sur le grill : «tous représentent la pensée dominante, soutiennent les plans de rigueur, vantent l'euro, exigent le remboursement de la dette et sont obsédés par la croissance» (P. Rimbert) ! Rappelons utilement que ces dernières années les trois principaux quotidiens nationaux ont bouleversé leur actionnariat : Le Figaro racheté par Dassault, Libération renfloué par Edouard de Rothschild et Le Monde recapitalisé par Lagardère puis par la troïka Pierre Berger-Xavier Niel-Mathieu Pigasse (BNP). On est très loin de 1944 quand le résistant F. Gay, responsable de la presse au secrétariat général de l'information du gouvernement provisoire expliquait : «Il est un point sur lequel dans la résistance nous étions tous d'accord. C'est qu'on ne devrait pas revoir une presse soumise à la domination de l'argent.» (7 mars 1945)

Selon le film, sembleraient faire exception (mais ils sont très rares sur les médias) l'économiste F. Lordon, le journaliste F.Ruffin, l'association «Acrimed» devenue «Médiacritiques», les journaux «Fakir», PLPL, «Le plan B», Le Monde Diplomatique…

Et si nous relisions Les chiens de garde de Nizan et Les Nouveaux chiens de garde de S.Halimi juste pour mémoire ?

Le peuple de Paris au XIXème siècle

une exposition passionnante au musée Carnavalet

Le titre de l'exposition précise «Des guinguettes aux barricades». C'est une sorte de voyage au cœur de Paris au XIXème siècle, c'est-à-dire de la fin de la révolution bourgeoise de 1789 à la première Guerre Mondiale. On découvre au fil des salles un Paris en pleine mutation : explosion démographique, révolution industrielle et transformations urbaines (Haussmann) sans oublier deux vagues d'épidémies de choléra. Le parcours thématique nous fait découvrir les conditions de vie et de travail des classes populaires : logement, alimentation, codes vestimentaires, travail, distractions, révoltes.

Des hommes et des lieux

Durant ce long XIXème siècle, la capitale connaît de profonds bouleversements avec l'extension de Paris en 1860 et les grands travaux menés par Haussmann sous l'Empire et continués sous la IIIème République. Les territoires populaires, ce sont des quartiers vétustes, la «zone» et les faubourgs. Le peuple de Paris se compose alors surtout de provinciaux venus travailler en ville poussés par la misère.

Au travail

Au sein de la ruche parisienne le travail ne manque pas. Deux salles nous présentent plusieurs métiers essentiels dans l'économie de la capitale au XIXème siècle, depuis «les petits métiers» se pratiquant dans la rue jusqu'aux métiers très qualifiés des ateliers du grand centre (construction, confection et entretien du linge, la vie au lavoir, les grisettes). Les domestiques constituent une catégorie à part cherchant à se distinguer du peuple dont ils sont pourtant issus ! Les nourrices et les cousettes occupent une place importante.



Vivre à Paris

En 1848 la population dépasse le million d'habitants. Comment se loger ? se nourrir ? (l'alimentation occupait une grande partie du budget d'une famille ouvrière), se vêtir ? et aussi prendre soin de son corps ? (l'eau est rare et difficile d'accès). On habite des logements insalubres et surpeuplés, des «garnis» bien souvent. On voit des habitations de Belleville au XIXème siècle. La vie est rude certes, les temps de repos brefs, mais les distractions existent sous forme de promenades, d'un verre au cabaret, de guinguettes ou de pique-niques aux barrières sur les «fortifs».

Honoré Daumier, l'ami des humbles

Une salle lui est consacrée. Fils d'un vitrier, il porte un regard empreint d'empathie sur le peuple dont il est issu. Il peint un peuple digne, ancré dans le quotidien, courbé par la fatigue et les épreuves : «La blanchisseuse»dit l'énorme effort qu'il fallait déployer pour tirer de l'eau (la Seine) des draps bien lourds, mais «L'orgue de barbarie» ou «Le baiser»nous montrent aussi le peuple qui s'amuse. Les lithographies ont un propos caricatural réjouissant.

Les pauvres

Le thème suivant est celui de l'indigence. Près d'un quart des Parisiens vivent dans une précarité qui peut les faire basculer à tout moment dans l'indigence : la maladie, le chômage ou l'accident de travail et le terme du loyer ne pourra être payé. Il restera le Mont de Piété pour survivre un peu. Les chiffonniers sont des figures emblématiques de cette population au bord de la marginalité. La vie dans les taudis, la peur de l'hospice, les abandons d'enfant font aussi l'objet de toute une salle.

Le peuple : classe dangereuse

La dernière salle aborde le danger que présente pour les classes dirigeantes le peuple qu'il convient d'encadrer et de contrôler. «Les bas-fonds» sont associés à ces classes sociales qui sont issues de l'industrialisation et de l'urbanisation. Une certaine jeunesse fait peur : les faits divers rapportent les exploits des Apaches, ces bandes qui au début du XXème siècle «sèment la terreur» de Belleville à Ménilmontant.

Les barricades

Le parcours se termine sur les barricades et les insurrections qui traversent le siècle : celles des Trois Glorieuses en 1830, de février et juin 1848 et de la Commune de 1871 sont devenues des révolutions. De terribles répressions vont s'ensuivre.

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous**
(20€ = 1 an - ou plus pour soutenir).

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.